

Halévy, Élie (1870-1937). Élie Halévy. Histoire du peuple anglais au XIXe siècle. Epilogue (1895-1914). II : Vers la démocratie sociale et vers la guerre (1905-1914). 1932.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

suprême » — la paix extérieure et la paix intérieure — le thème de son discours; mais il passait rapidement sur les problèmes de la paix extérieure, rappelant combien la situation internationale avait été plus grave en 1913, insinuant que, s'il y avait encore des nuages à l'horizon, c'est parce « qu'en matière d'affaires extérieures on n'avait jamais un ciel parfaitement bleu ». Il réclamait en conséquence une politique de désarmement, puis, passant à d'autres sujets, s'appesantissait sur les périls imminents que courait la paix intérieure : guerre civile en Irlande compliquée d'une grève générale révolutionnaire en Grande-Bretagne¹.

**ULTIMATUM
AUTRICHIEN
DU 23 JUILLET.
MESURES
DE PRÉCAUTION
NAVALES
ET DÉMARCHES
DIPLOMATIQUES
(25-29 JUILLET)**

Deux jours après ce discours le grand journal officieux allemand, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, publia un communiqué qui préparait l'opinion européenne à une démarche imminente du gouvernement autrichien en exprimant le vœu que le gouvernement serbe sût donner à l'Autriche les satisfactions nécessaires, et que l'Europe, faisant preuve de la même solidarité que pendant la crise balkanique, permît aux discussions entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie

de demeurer localisées. Par où il apparaissait, d'une part que l'Allemagne avait donné un blanc-seing à l'Autriche, et d'autre part que, lorsque le gouvernement allemand demandait un gouvernement anglais de travailler de concert avec lui au maintien de la paix comme pendant les guerres balkaniques, il y avait malentendu entre eux deux sur le sens des mots qu'ils employaient. Travaillons ensemble à maintenir la paix, disait sir Edward Grey, vous en modérant l'Autriche, nous en modérant la Russie. Travaillons de concert, répliquait von Jagow : empêchez la Russie d'intervenir pendant que l'Autriche inflige à la Serbie le châtiment qu'elle mérite².

Alors les chancelleries se mirent en mouvement. Grey suggéra à Petersbourg des pourparlers directs entre le gouvernement russe et le gouvernement autrichien, avant que celui-ci ne se fût compromis par une démarche irréparable. Mais la suggestion fut mal accueillie en Russie,

1. Discours de Mansion House, 17 juillet 1914.

2. Von Jagow au prince de Lichnowsky, Berlin, 18 juillet 1914 : « ... Sir Grey (sic) spricht immer von dem Gleichgewicht, das durch die beiden Mächtigkeitsgruppen hergestellt wird. Er muss sich daher auch klar darüber sein, dass dieses Gleichgewicht total in die Brücke ginge, wenn Oesterreich von uns lachiert und von Russland zertrümmert würde, und dass das Gleichgewicht auch durch einen Weltbrand erheblich ins Wanken gebracht würde. Er muss daher, wenn er logisch und ehrlich ist, uns belisten, and Konflikt zu lokalisieren » (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. I, p. 100)

et Poincaré, qui venait d'y débarquer, proposa une intervention collective des ambassadeurs de la Triple Entente auprès du gouvernement autrichien. Idée immédiatement repoussée à Londres; elle était diamétralement opposée à ce qui constituait depuis deux ans la méthode établie du *Foreign Office*: ne jamais dresser l'un contre l'autre les deux systèmes de la Triple Entente et de la Triple Alliance. Mais toutes ces suggestions, ces conversations demeuraient secrètes. En vain, dans un très beau *leader*, le *Times* commençait à avertir ses lecteurs des périls que la politique autrichienne pouvait sous peu de jours faire courir à la paix de l'Europe: le grand public avait d'autres soucis. Plus devenait critique la situation européenne, plus devenait critique aussi la situation en Irlande. C'est le 21 juillet que le roi convoquait, dans un effort désespéré de conciliation, les représentants des deux factions; et c'est le 24 que les lecteurs des journaux anglais apprirent coup sur coup deux fatales nouvelles. Le matin, l'envoi par l'Autriche à la Serbie d'une liste de conditions, dont la dernière signifiait la renonciation de la Serbie à son indépendance, conditions à accepter dans les quarante-huit heures sans réserves; ou bien c'était la guerre. L'après-midi, l'échec de la conférence de Buckingham Palace, protestants et catholiques n'ayant plus, apparemment, pour la solution du problème irlandais que le recours à la force. Le lendemain samedi, le gouvernement serbe faisait au gouvernement autrichien une réponse aussi modérée qu'il était possible sans abdiquer ses droits d'État souverain; mais ce n'était pas l'acceptation sans phrases exigée par l'Autriche; et celle-ci, comme il était prévu, rompait immédiatement les relations diplomatiques avec la Serbie. Le dimanche avait lieu l'échauffourée sanglante de Dublin. L'Europe allait vers la guerre générale, l'Irlande vers la guerre civile.

Pris au dépourvu, au milieu d'une crise intérieure aussi grave, par une crise internationale plus grave encore, on s'attendrait à voir le désarroi régner dans les conseils du gouvernement anglais. Rien de pareil, en vérité. Le cabinet, ou plus exactement un « cabinet intérieur », composé d'Asquith, de Grey, de Churchill — peut-être aussi de lord Haldane en sourdine — prit, avec toute la netteté désirable, les mesures militaires et diplomatiques commandées par la situation.

Au lieu de procéder, comme les années précédentes, à de grandes manœuvres maritimes dans la Mer du Nord, Churchill avait adopté cette année un programme, moins coûteux mais également instructif, de mobilisation de la troisième escadre, accompagnée d'une concentration des trois escadres dont se composait la flotte anglaise dans les eaux métropolitaines. Vingt mille réservistes avaient répondu à l'appel; et

leur temps d'exercices, commencé le 15 juillet, prenait fin le 25. Le commandement de la flotte allemande, soucieux de ne rien faire qui pût alarmer l'amirauté britannique et empêcher, à une date aussi critique, la dislocation de cette force immense, avait donné à la flotte allemande une consigne d'immobilité absolue¹; et, le 26, les espions allemands purent informer le gouvernement par lequel ils étaient payés que, sur un point, il avait obtenu le résultat désiré; les vingt mille réservistes avaient regagné leurs foyers². Mais la première et la deuxième escadre demeuraient concentrées à Plymouth. D'accord avec Grey, Churchill fit passer dans les journaux du lundi matin une note informant l'Angleterre, l'Allemagne, le monde entier, que la première escadre ne quitterait pas Portland, et que les vaisseaux dont se composait la seconde resteraient à leurs ports d'attache, à proximité de leurs équipages³. L'Angleterre était ainsi la première des grandes puissances, exception faite pour l'Autriche, à prendre ostensiblement des mesures de préparation à la guerre.

Cependant Grey proposait aux divers gouvernements que les puissances non directement intéressées dans le conflit, Allemagne et Italie du côté de la Triple Alliance, Angleterre et France du côté de la Triple Entente, fissent effort pour l'arbitrer. Le samedi, il suggérait une démarche commune des quatre puissances à Saint-Petersbourg et à Vienne⁴; le dimanche, se ralliant à une suggestion un peu différente de Sazonoff⁵, il proposa sur le conseil de Nicolson⁶ une conférence tenue à Londres par les ambassadeurs d'Allemagne, d'Italie et de France et par lui-même pour chercher une solution amiable du conflit; pendant que siégerait la conférence, l'Autriche suspendrait toute action militaire³. Rome accepta. Paris aussi (par la voix d'un vice-premier ministre : car le président du conseil Viviani, ministre des affaires étrangères en même temps, était en mer, revenant précipitamment de Cronstadt avec le président Poincaré, et hors de

1. Contrairement aux instructions de l'empereur. Bethmann-Hollweg à l'empereur, 25 juillet 1914 (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. I, p. 193). — Le même au même, 26 juillet 1914 (*ibid.*, vol. I, p. 221).

2. Aufzeichnung des Unterstaatssecretärs des Auswärtigen, Berlin, 25 juillet 1914 : « ... Marine Attaché London berichtet : Dislokation planmässig. Soweit ihm bekannt, keine auffällige Bewegungen » (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. I, p. 187). — L'attaché naval allemand à Londres au ministère de la marine, 26 juillet 1914 (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. I, p. 211).

3. Voir, pour le texte de la note, Winston S. Churchill, *The World Crisis, 1911-1914*, p. 198. — Sir Edward Grey eut la prudence d'expliquer à Benckendorff que cet arrêt de la dislocation de la flotte ne signifiait qu'une promesse d'action diplomatique (Sir Edward Grey à sir G. Buchanan, 27 juillet 1914; *British Documents...*, vol. XI, p. 125).

4. Sir Edward Grey à sir George Buchanan, 25 juillet 1914 (*British Documents...*, vol. XI, pp. 86-7).

5. Sir G. Buchanan à sir Edward Grey, 25 juillet 1914, (*ibid.*, vol. XI, p. 93).

6. Sir A. Nicolson à sir Edward Grey, 26 juillet 1914 (*ibid.*, vol. XI, p. 100).

contact avec les événements). Mais Berlin était hostile : ce retour aux méthodes employées un an plus tôt pendant la crise balkanique aboutirait à traiter non seulement la Serbie mais l'Autriche-Hongrie elle-même en puissance « balkanique », soumise à l'arbitrage de l'Occident¹. Berlin fut tiré d'affaires par Pétersbourg. Le 27 au matin, l'ambassadeur de France Paléologue vint proposer à l'ambassadeur d'Angleterre Buchanan, de la part de Sazonoff, une autre procédure : des conversations directes entre la Russie et l'Autriche-Hongrie². Le gouvernement allemand accueillit avec empressement l'idée nouvelle, et s'en servit pour écarter la proposition anglaise.

La diplomatie de Grey avait subi un premier échec. Elle en subit un deuxième, plus grave encore, par la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, dont il eut connaissance officiellement dans la nuit du 28 au mercredi 29, et qui fut suivie immédiatement par le bombardement de Belgrade. Le gouvernement britannique donna une fois de plus les ordres que les circonstances rendaient nécessaires. En vertu d'une décision prise dès le mardi matin, et pour laquelle Churchill avait obtenu l'approbation de Grey, la flotte traversait le Pas de Calais dans la nuit, tous feux éteints, et s'en allait mouiller à Scapa Flow, dans les eaux écossaises, face à la flotte allemande. Le mercredi Churchill expédiait à tous les commandants en chef un *warning telegram* que dès le lundi ils avaient été préparés à recevoir, et qui leur enjoignait de prendre toutes les mesures nécessaires pour entrer en guerre au premier signal³. Il obtenait en même temps du cabinet que fussent adoptées toutes les mesures qui, en exécution des décisions prises depuis plusieurs années par la Commission de Défense de l'Empire, constituaient la proclamation de l'« état de tension », *precautionary period*, en d'autres termes une série d'instructions, expédiées aux autorités compétentes à travers toute l'étendue de l'empire, pour la préparation immédiate à la guerre⁴. Grey faisait enfin, au même

1. Sir Edward Grey exprima à l'ambassadeur d'Autriche, en vue de rassurer la susceptibilité de son gouvernement, le regret d'avoir employé le mot de « conférence », et expliqua qu'il ne s'agissait, dans son esprit, que de « réunions » d'ambassadeurs, semblables à celles qui s'étaient tenues en 1913 (télégrammes de Mensdorff, 28 juillet 1914; de Berchtold à Mensdorff, même date (*Oesterreich-Ungarns Aussenpolitik...*, vol. VIII, pp. 839, 841).

2. Sir George Buchanan à sir Edward Grey (*British Documents...*, vol. XI, p. 125).

3. Winston S. Churchill, *The World Crisis...*, pp. 206-7.

4. Winston S. Churchill, *The World Crisis...*, p. 208; H. H. Asquith, *The Genesis of War*, p. 184 (cf. pour comprendre la portée des mesures prises, pp. 118, 136. — Trad. fr., pp. 141, 162, 217). — Field Marshal Sir Henry Wilson's Diary, 28 (29?) juillet 1914 : « The Russians have ordered the mobilization of 16 Corps. The Austrians are mobilizing 12 Corps. The German and French remain quiet. At 3 P. M. a note came to Douglas from Asquith ordering the « Precautionary Period ». This we did, I don't know why we are doing it, because there is nothing moving in Germany. We

instant, appeler Lichnowsky, et lui déclarait « à titre personnel et amical », et sans attendre que sa déclaration eût été provoquée par une question de celui-ci, que « la situation était grave », que si l'Allemagne, puis la France se trouvaient impliquées, Lichnowsky ne devait pas être amené à conclure du ton amical de leur entretien que l'Angleterre se tiendrait à l'écart. Si l'Angleterre croyait que ses intérêts exigeaient son intervention, elle devrait intervenir tout de suite, et sa décision devrait être aussi rapide que celle des autres gouvernements¹.

*LES HÉSITATIONS
DU GOUVERNEMENT
ANGLAIS
ET SES CAUSES
(30 JUILLET-
2 AOUT)*

C'est ainsi que, le soir du mercredi 29 juillet, le gouvernement britannique était peut-être de tous les gouvernements, exception faite pour le gouvernement de l'Autriche, celui qui, ouvertement et en secret, du point de vue naval et du point de vue diplomatique, avait le plus fait pour préparer son entrée dans la guerre et préparer à cette perspective les puissances ennemies. Vinrent ensuite les jours de perplexité. Quatre jours seulement, mais qui parurent à ceux qui les vécurent éternellement longs. Il faut comprendre et la nature et les raisons de cet arrêt au bord du gouffre.

Ce qui, d'abord, contribua le plus à déconcerter l'opinion non seulement en Angleterre mais sur le continent alors que tout, dans la structure politique, financière, militaire, de l'Europe, offrait le spectacle d'une catastrophe déjà commencée, ce furent le flegme obstiné, l'apathie persistante du peuple anglais. Le moment des grandes vacances était venu; pour les petites gens le prochain *week-end* devait être un *week-end* prolongé par le fait que le lundi suivant était un jour férié; et le vendredi, le samedi même, pendant que la Russie et l'Autriche, l'Allemagne et la France armaient, les Anglais de toutes conditions se ruèrent vers les gares, vers les ports de la Manche, à la recherche du repos et du plaisir. Faut-il donc s'étonner que les observateurs étrangers aient cru à un parti pris d'indifférence à l'égard des guerres du continent? que sir Edward Grey, très pessimiste dès le début de la semaine, se soit demandé avec inquiétude comment faire pour ne pas trop devancer une opinion inerte, et modérer en conséquence l'ardeur guerrière de ses bureaux? que les doctrinaires du pacifisme aient confondu ce flegme avec une volonté réfléchie de ne

shall see. Anyhow it is more like business than I expected of this Government » (Major-general sir C. E. Callwell, *Field Marshal Sir Henry Wilson*, 1927, vol. I, p. 152).

1. Sir Edward Grey à sir E. Goschen, 29 juillet 1914 (*British Documents...*, vol. XI, p. 182). — Le prince de Lichnowsky au ministre des affaires étrangères, 29 juillet 1914 (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. II, p. 86).

faire la guerre à aucun prix, et se soient abandonnés à l'illusion de croire qu'ils avaient toute l'Angleterre avec eux?

Il est cependant permis, à certains indices, de mieux interpréter l'état d'esprit de la nation. La minorité qui, dans la presse, jugeait inévitable que l'Angleterre se trouvât engagée dans la lutte aux côtés de la Russie et de la France, parlait un langage circonspect, et s'étudiait à ne point prendre vis-à-vis du cabinet libéral une attitude factieuse. Inversement les mesures de préparation à la guerre navale qui étaient adoptées ostensiblement par l'amirauté le lundi matin ne soulevaient, de la part des grands journaux libéraux, aucune protestation; et les mesures de préparation plus directe adoptées le mercredi par le cabinet ne furent révélées par l'indiscrétion d'aucun journaliste. Lorsque enfin l'*Amending Bill* irlandais vint, le jeudi, en discussion, tous les partis — conservateurs, libéraux et travaillistes de Grande-Bretagne, Irlandais de Belfast et d'ailleurs — furent d'accord pour en ajourner la discussion *sine die*, parce qu'il était essentiel, expliqua Asquith, que le pays, « dont aucun intérêt propre n'était directement engagé, présentât un front uni et fût capable de parler et d'agir avec l'autorité qui appartient à une nation non divisée contre elle-même¹ ». L'Angleterre avait sans doute traversé des phases d'humeur plus belliqueuse; on avait vu, par exemple, en 1898 et 1899 l'opinion pousser le gouvernement à la guerre. Mais c'est maintenant qu'elle était revenue à son état normal. Tout à la fois par instinct et par système, l'Anglais moyen se défie de l'imagination : il ne veut pas doubler le mal du péril par le mal de la peur. Tant que la parole était aux diplomates, c'était un devoir de croire à la sincérité de leurs efforts pour maintenir la paix, et un devoir aussi de croire à la possibilité de leurs succès, et d'aider à ce succès en prêtant au gouvernement l'assistance de son calme et de son silence.

Ce calme, ce silence, allèrent cependant si loin qu'ils finirent par être pour le gouvernement un embarras autant qu'une assistance. Il y eut des heures au cours desquelles sir Edward Grey se demanda s'il allait être possible de secouer l'apathie du peuple anglais, et de le rallier à la cause de la patrie en donnant le signal de la guerre. C'était une raison d'hésiter : combien n'en était-il pas, même si celle-là n'avait pas existé, les unes communes au gouvernement anglais et aux gouvernements continentaux, les autres propres au gouvernement anglais!

Il y avait, d'abord, une peur que tous les gouvernements éprouvaient, et qui les faisait reculer au moment de déclarer la guerre : la peur de la

1. *H. of C.*, 30 juillet 1914 (*Parl. Deb., Commons*, 1914; 5th series, vol. LXV, p. 1601).

révolution. Vers la fin du XIX^e siècle, le grand disciple et ami de Karl Marx, Frédéric Engels, avait prédit, déclenchée par la « Prusse-Allemagne », « une guerre mondiale d'une durée et d'une violence insoupçonnée », au cours de laquelle « huit à dix millions de soldats s'entr'égorgeraient et tondraient l'Europe aussi ras que le ferait un essaim de sauterelles ». Il prédisait « le désordre irrémédiable de notre organisation artificielle du commerce, de l'industrie et du crédit, finissant dans la banqueroute générale; l'effondrement des anciens États et de leurs idées traditionnelles; les couronnes roulant par douzaines sur le pavé et personne ne se trouvant là pour les ramasser; l'épuisement général et les conditions auxquelles la classe ouvrière remporterait finalement la victoire¹ ». Or, au moment où pesait enfin sur l'Europe l'imminence de la guerre générale, bien des gens étaient portés, en se fondant sur bien des signes — la première révolution russe, la propagande du syndicalisme révolutionnaire, le mouvement ascensionnel du socialisme marxiste en Allemagne — à prévoir aussi la révolution mondiale. La veille même de l'ultimatum autrichien, pendant que le président Poincaré rendait visite à l'empereur de Russie, il y avait eu des troubles graves à Pétersbourg, des blessés et des morts; et l'ambassadeur d'Allemagne se divertissait de voir, au moment où la musique de la garde impériale recevait Poincaré à Krasnoïé-Sélo aux sons de la *Marseillaise*, les ouvriers des faubourgs de la capitale accueillir au chant de la même *Marseillaise* les charges de la cavalerie cosaque². En Angleterre, les meneurs du syndicalisme s'étaient livrés à trop de fanfaronnades d'antipatriotisme pour que les dirigeants n'en fussent pas alarmés. Cette grève générale des chemins de fer, de tous les transports et des mines annoncée depuis plusieurs mois, n'allait-elle pas éclater en réponse à la guerre, ou à la crise économique qui allait être la conséquence immédiate de la guerre? Et ne peut-on pas admettre que ce sentiment contribue pour une part à expliquer les déclarations catégoriquement neutralistes faites, le 26 juillet, par le roi Georges au prince Henri de

1. Préface à une brochure de Borkhelm, 1887 (cité par Lénine, Rapport sur les modifications au programme du parti, 8 mars 1918; *Œuvres*, vol. XV, p. 149).

2. Le comte de Pourtalès à Bethmann-Hollweg, 24 juillet 1914 (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. I, p. 207). — Cf. Rapport du comte Berchtold, 7-8 septembre 1912 : « In Baltisch-Port habe er den Eindruck gewonnen, dab Russland auf Jahre hinaus friedliche Ziele verfolgen werde. Herr Kokowzow habe es sich zur Aufgabe zertellt, grosse wirtschaftliche Projekte zu verwirklichen. Dabel sei der russische Premier von den Gefahren überzeugt, die äussere Komplikationen bei der sozialen Lage in Russland nach sich ziehen würden » (*Oesterreich-Ungarus Aussenpolitik...*, vol. III, p. 415). — Et ce qu'écrit le prince de Bülow dans ses *Mémoires* (trad. fr., vol. II, p. 291) : « En mai 1914... je demandai à Rome à Kokowzow, le président du conseil russe, qui venait de quitter le pouvoir, s'il croyait à la guerre, il me répondit catégoriquement : « A la guerre? Non. A moins d'y être forcés par vous, nous ne ferons pas la guerre. Mais je crois à la possibilité, je crois même à la vraisemblance d'une révolution en Russie ».

Prusse? que la cour ait commencé par avoir horreur à l'idée d'être entraînée dans une guerre révolutionnaire, ouverte par un régicide? « Prenez garde, disait sir Edward Grey au comte Mensdorff, ambassadeur d'Autriche, qui venait le 23 juillet, lui donner un premier aperçu de l'ultimatum imminent, une guerre serait accompagnée ou suivie d'un effondrement total du crédit et de l'industrie européenne. Et cela produirait aujourd'hui, dans les grandes nations industrielles, un état de choses pire que celui de 1848¹ ». « Prenez garde, disait lord Morley à ses collègues quelques jours plus tard, presque dans les mêmes termes, l'atmosphère de guerre n'est pas favorable au maintien de l'ordre, dans un système démocratique dont l'humeur ressemble à celle de Quarante-Huit² ».

Mais cette peur de la révolution, cette peur des révolutionnaires, commune aux gouvernements anglais et aux gouvernements de tous les autres pays, se doublait à Londres d'un autre sentiment, que les dirigeants d'aucun pays continental n'éprouvaient au même degré : la consternation d'assister à la paralysie du mécanisme de l'échange, et à l'écroulement de cette grande république mercantile, dont le réseau, en temps de paix, ignore les frontières, couvre le monde entier. Le mardi 28, la crise qui avait déjà ravagé toutes les Bourses de l'Europe centrale gagna le *Stock Exchange*; et, après la clôture, la chute des cours s'accrut à la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie. Après une légère reprise dans l'après-midi du mercredi, la crise alla s'aggravant jusqu'au moment où, le vendredi, le *committee* du *Stock Exchange* décida de fermer la Bourse jusqu'à nouvel ordre. Le grand scandale se produisait, que Norman Angell avait déclaré improbable, quasiment impossible, en Occident : les passions guerrières prenant l'avantage sur les intérêts orga-

1. Sir Edward Grey à sir Maurice de Bunsen, 23 juillet 1914 (*British Documents ...*, vol. XI, p. 70). — Cf. Mensdorff, télégramme daté de Londres, 23 juillet 1914 : « ... Er (Sir Edward Grey) anerkannte Schwierigkeit unserer Stellung, sprach ernstlich von dem Ernst der Situation. Wenn vier grosse Staaten, Oesterreich-Ungarn, Deutschland, Russland und Frankreich in einen Krieg verwickelt werden, so folge ein Zustand, der einem wirtschaftlichen Bankrott Europas gleichkomme. Kein Kredit mehr zu erlangen, die industrielle Zentren in Aufruhr, so dass in meisten Ländern gleichgültig, ob Sieger oder beslegt, « so manche bestehende Institution weggefegt werden würde » (*Oesterreich-Ungarns Aussenpolitik...*, vol. VIII, p. 603); et pour un autre résumé de la même conversation par le même Mensdorff, son rapport du 29 juillet (*Oesterreich-Ungarns Aussenpolitik...*, vol. VIII, p. 878). Mensdorff achève son rapport par cette réflexion : « Mein deutscher Colleague, der überhaupt schlechte Nerven hat, war... sehr impressionirt ».

2. Viscount Morley, *Memorandum on Resignation*, p. 5. — Cf. *H. of C.*, 3 août 1914, discours de Wedgwood : « Starvation is coming in this country, and the people are not the docile serfs that they were a hundred years ago. They are not going to put up with starvation in this country. When it comes you will see something far more important than a European War — you will see a revolution » (*Parl. Deb., Commons*, 1914; 5th ser., vol. LXV, p. 1838).

nisés. C'était, il est vrai, par contagion de l'Orient. Ne serait-il pas donné à l'Angleterre d'être, contre cette contagion, le dernier refuge de la civilisation occidentale? N'était-il pas temps encore de faire en sorte que le Pas de Calais marquât le point où le fléau cesserait d'exercer ses ravages? Pendant que les Anglais opposaient à l'Europe anxieuse la façade de leur flegme, le monde des affaires s'ébranlait. Le vieux lord Rothschild dirigea le mouvement. Depuis de longues années partisan inébranlable de l'entente anglo-allemande¹, il essaya d'intimider la rédaction du *Times*, ses cousins de Paris²; à l'empereur Guillaume, il écrivit une lettre de supplications qui est tragique dans sa naïveté³. Mais surtout, pour agir sur le gouvernement britannique, il prit la tête d'une délégation de la Cité, qui vint le vendredi matin trouver Lloyd George et le sommer, en maintenant l'Angleterre dans la neutralité à tout prix, de sauver le pays du désastre et peut-être de le mettre ainsi en état de travailler au sauvetage de l'Europe. Sa personnalité souleva des protestations; au *Morning Post*, au *Times*, on voulut que la crise du *Stock Exchange* fût un coup monté par la banque judéo-allemande pour jeter les hommes d'affaires dans la panique, et paralyser l'action diplomatique et militaire du gouvernement; sir Eyre Crowe, dans les bureaux mêmes du *Foreign Office*, se fit l'écho de cette légende⁴. Mais Lloyd George et sir Edward Grey⁵ furent impressionnés par la démarche de lord Rothschild : si la Cité ne voulait pas la guerre, l'Angleterre pouvait-elle la vouloir?

Ajoutons qu'en hésitant devant la décision suprême, le gouvernement anglais ne faisait qu'éprouver le sentiment de trouble qu'éprouvaient, à la même date, tous les gouvernements des grandes puissances, exception

1. « ... For a period extending over nearly forty years I have been personally acquainted with the different German Ambassadors of the time, and this personal intimacy has allowed me on more than one occasion to be of service to the respective governments.... What have we... not got in common with Germany? Nothing perhaps except their Army and our Navy? But a combination of the most powerful military nation with the most powerful naval nation ought to be such as to command the respect of the whole world, and ensure universal peace » (article intitulé « England and Germany », dans le recueil qui porte le même titre, et paru en 1912, pp. 21-3).

2. Henry Wickham Steed, *Through Thirty Years...*, vol. II, p. 8 (trad. fr., vol. II, p. 7).

3. *Die Deutschen Dokumente...*, vol. III, pp. 77-8. L'empereur Guillaume écrit en note : « Ein alter verehrter Bekannte von mir! Etwa 75-80 Jahre alt! »

4. Mémoire de sir Eyre Crowe, 31 juillet 1914 (*British Documents...*, vol. XI, p. 228).

5. V. les paroles adressées le 31 par sir Edward Grey à Paul Cambon : « The commercial and financial situation was exceedingly serious; there was danger of a complete collapse that would involve us and every one else in ruin; and it was possible that our standing aside might be the only means of preventing a complete collapse of European credit, in which we should be involved. This might be a paramount consideration in deciding our attitude » (Sir Edward Grey à sir F. Bertie, 31 juillet 1914 : *British Documents...*, vol. XI, pp. 226-27).

faite pour le gouvernement de Vienne, à la simple perspective de la guerre prise en soi, avec ses horreurs et ses risques. L'empereur Guillaume, après avoir depuis des semaines et des mois poussé l'Autriche en avant, plein de mépris encore, pendant qu'il croisait dans les eaux norvégiennes, pour les lenteurs du comte Berchtold, devenait brusquement nerveux, revenait précipitamment à Berlin pour embarrasser les plus belliqueux de ses ministres par son trouble. Le président Poincaré, ayant tout fait à Pétersbourg, avant l'ultimatum, pour resserrer la solidarité de la France avec la Russie, et parlé un langage insolent à l'ambassadeur d'Autriche, à peine de retour sur le sol natal, après l'ultimatum et face à face avec la guerre imminente, devenait anxieux et timide à son tour. Grey, l'artiste imperturbable du système ambigu des « ententes », perdait son imperturbabilité, au moment où les faits brutaux allaient l'obliger à parler le moins ambigu des langages¹. Dans toutes les capitales, c'est le même dialogue entre les chefs militaires, porte-paroles du destin, et les chefs civils qui se révoltent, et voudraient croire encore qu'ils sont libres de leurs actions. Et partout ils s'inclinent devant le destin, en Russie d'abord, puis en Allemagne, puis en France, puis en Angleterre. Faut-il s'étonner que le gouvernement anglais capitule le dernier? L'étonnant n'est-il pas plutôt que la décision anglaise suive de si près la décision française? Car la situation de l'Angleterre n'était pas la même que celle de la France. La France n'avait qu'à se préparer, avec plus ou moins de fièvre, plus ou moins d'efficacité, au jour où fatalement l'Allemagne lui déclarerait la guerre. Il était certain au contraire que jamais l'Allemagne ne déclarerait la guerre à l'Angleterre. Elle ne pouvait permettre à la Russie d'écraser l'Autriche-Hongrie, et elle avait décidé d'écraser la France avant de se retourner contre la Russie; mais elle avait besoin de la neutralité britannique. A l'Angleterre d'en sortir si elle osait, en prenant la responsabilité d'une déclaration de guerre. Elle allait la prendre; il était fatal qu'elle la prit : mais ce n'est pas la même chose de subir la fatalité, et de s'en faire le complice actif.

1. Harold Nicolson, *Str Arthur Nicolson, first lord Carnock*, pp. 419, 422.

**LE CONTINENT
MOBILISÉ.
DERNIÈRES
DÉMARCHES
ANGLAISES.
CRISE
DANS LE CABINET**

Comment résumer l'histoire de ces haletantes journées? Le mercredi 29 au soir, le jour même où parvient à Londres la nouvelle du bombardement de Belgrade, le *Foreign Office* est officiellement informé que le gouvernement russe a décidé la mobilisation partielle, résistant encore au vœu des militaires qui réclament la mobilisation générale. Le 30, c'est d'Allemagne que viennent des bruits confus de mobilisation, commencée ou tout au moins imminente. Le 31, à la fin de l'après-midi, le *Foreign Office* est informé, presque simultanément, que la Russie a donné l'ordre de mobilisation générale, que l'Autriche a fait de même, que l'Allemagne a proclamé « l'état de péril de guerre », qui constitue un commandement de mobilisation. Le gouvernement allemand a en même temps envoyé une double sommation à la Russie de révoquer dans les dix-huit heures l'ordre de mobilisation, à la France de prendre, dans les mêmes délais, l'engagement de rester neutre. Faute de quoi, à l'est et à l'ouest, ce sera la guerre. Le samedi 1^{er} août, presque à la même heure, l'ordre de mobilisation générale est donné en Allemagne et en France.

Pendant ce temps, la diplomatie britannique ne s'est pas lassée, bien que toujours battant en retraite, de chercher une solution pacifique du différend austro-serbe. On ne peut plus empêcher l'armée autrichienne d'occuper Belgrade? Soit; mais que la conquête n'aille pas plus loin et que Belgrade soit occupée seulement à titre de gage, en attendant que la Serbie ait accepté les conditions exigées par l'Autriche, et soit rendue alors à son état d'indépendance primitif. On ne peut plus espérer que l'armée autrichienne se borne à l'occupation de Belgrade? Qu'elle aille donc plus avant, mais en prenant le même engagement de respecter, en dernière instance, la souveraineté de la Serbie. Le gouvernement allemand promet officiellement à l'Angleterre de ne pas toucher au territoire de la France métropolitaine à l'issue d'une guerre victorieuse, de respecter la neutralité hollandaise, et de restituer à la Belgique son territoire intact si elle permet à l'armée allemande de le traverser. Que, dans ces conditions, l'Angleterre s'engage à rester neutre, et un « accord général de neutralité » pourrait être conclu entre les deux nations. Sir Edward Grey refuse de prendre en considération ces promesses; mais trois jours plus tard, éveillant dans l'esprit de l'empereur allemand et de son chancelier de folles espérances, il laisse entendre que, si l'Allemagne évite seulement d'attaquer la France, l'Angleterre n'interviendra pas. Paul Cambon vient, le jeudi, à Downing Street lui rappeler les lettres

échangées en octobre 1912, l'engagement pris à cette date par le gouvernement anglais, de se concerter avec le gouvernement français, et de délibérer ensemble sur les mesures à prendre en commun, si la paix de l'Europe était sérieusement menacée. Le lendemain, après que le cabinet a discuté la question, sir Edward Grey répond que le ministère, pour l'instant, ne peut se lier par aucun engagement : « jusqu'à présent, nous ne sentons pas, et l'opinion publique ne sent pas, qu'aucune obligation, aucun traité soit en cause ». Le même soir, une lettre de Raymond Poincaré est apportée d'urgence par un courrier diplomatique, à l'adresse du roi Georges. Elle appelle l'Angleterre au secours de la France menacée. Le roi Georges se borne à répondre, en conclusion d'une lettre longue et courtoise : « Les événements changent si vite qu'il est impossible d'en prévoir les développements futurs ».

Ils changeaient vite en effet : la démarche faite le vendredi à Lloyd George par les marchands de la Cité était, en réalité, un premier signe que les partisans de la neutralité sans condition commençaient à comprendre qu'ils n'avaient plus derrière eux une nation unanime. Comment les inquiétudes de ceux-là pouvaient-elles ne pas être avivées, quand ils voyaient le ministre de la guerre rappeler sous les drapeaux la réserve spéciale, et des factionnaires armés faire leur apparition partout où il y avait lieu de protéger soit des ouvrages militaires soit des travaux d'art sur les voies ferrées¹? quand ils voyaient, sur les côtes, les villages se vider de leurs pêcheurs, rappelés par l'amirauté en vertu de ce qui ressemblait à une sorte de mobilisation cachée²? Le vendredi, passant outre à la consigne que sir Edward Grey leur avait donnée et qui jusque-là avait été rigoureusement respectée, de ne se livrer, au sujet de la question de la guerre,

1. Lord Ullswater, *A Speaker's Commentary*, vol. I, p. 166. — Cf. Sir Arthur Griffith Boscawen, *Memories*, p. 167 : « Sir James Grierson had arranged to come and see us at work on the following Wednesday and lunch in Mess; but when Wednesday morning came I received a message from him that things looked so threatening that he was obliged to go to the War Office. On the following Saturday precautionary measures were being adopted, and I received an order to send a detachment off at once to guard the sea-plane station at Westgate ». — L. J. Maxse, « Retrospect and Reminiscence » (*National Review*, vol. LXXI, p. 746) : « ... The organisers of the British Expeditionary Force were decidedly « doing their bit » all the more because a genius among them had invented the phrase « precautionary period » which permitted certain measures to be taken on the *ipse dixit* of the Secretary of State without reference to the Cabinet and without a civilian realizing how important they were when time was the only thing that mattered ». — Sur ces mesures de prémobilisation, voir encore Robert Burdon Haldane, *An Autobiography*, p. 276.

2. Stephen Reynolds à miss Jane Reynolds, 1^{er} août 1914 : « I expect you are very startled and worried over these threatenings of war. It has hit us very hard here : for the British mobilisation — newspapers to the contrary — is undoubtedly very complete; all our navy people are at sea, and we don't know where » (*Letters of Stephen Reynolds*, p. 191).

à aucune manifestation collective, un certain nombre de parlementaires organisaient, dans les couloirs de la Chambre des Communes, une démonstration neutraliste, d'ailleurs assez piteuse¹. Le samedi, l'action des partisans de la paix à tout prix prit une forme plus définie : deux comités de propagande neutraliste se constituaient qui se mirent à l'œuvre, et rédigèrent deux manifestes pour lesquels ils recueillirent, dans l'élite intellectuelle du pacifisme, nombre d'excellentes signatures². Allaient-ils, ces signataires, soulever l'opinion de la nation contre le parti de guerre? Peut-être le crurent-ils, avec cette naïveté qui est propre au propagandiste anglo-saxon. Mais il était bien tard.

Dès le vendredi, le plus impétueux des membres du cabinet, Winston Churchill, énervé par l'apathie de ses collègues, faisait des ouvertures à Bonar Law, dans l'éventualité d'un schisme chez les libéraux, en vue de la formation d'un cabinet de coalition. Bonar Law se déroba encore, ne voulant causer qu'avec le premier ministre en personne¹. Mais le lendemain samedi 1^{er} août dans l'après-midi, les chefs de l'opposition unioniste, rappelés d'urgence par quelques amis alarmés, revenaient en hâte de la campagne, et, renonçant à leur *week end*, se réunissaient à Lansdowne House pour prendre l'initiative d'une démarche collective auprès du gouvernement. Une lettre fut rédigée, et remise au premier ministre le dimanche matin, par laquelle l'opposition lui promettait son concours sans réserve, dans la crise que le pays allait traverser³. Cette lettre arrivait à point pour fortifier la position d'Asquith à une heure décisive. Car ce matin-là, les ministres, réunis en conseil de cabinet, recevaient l'information que Winston Churchill, approuvé par le premier ministre et quelques collègues, avait pris la responsabilité de donner l'ordre de mobilisation de la flotte. La majorité du cabinet leur donna raison⁴. Les neutralistes qui avaient eu, si peu de jours, si peu d'heures peut-être auparavant, l'illusion d'être en majorité dans les conseils du gouvernement, annoncèrent l'intention de donner leur démission.

Qui étaient-ils? John Burns, intraitable, plus gallophobe encore peut-

1. Christopher Addison, *Politics from Within, 1911-1918*, vol. I, p. 37.

2. Irene Cooper Willis, *How we went into the war. A study of Liberal Imperialism*, p. 61.

3. Lord Beaverbrook, *Politicians and the War, 1914-1916*, pp. 22 sqq.; — et, sur les antécédents de cette démarche, v. L. S. Maxse, « Retrospect and Reminiscence » (*National Review*, août 1918, vol. LXXI, pp. 745 sqq.). — Cf. Charles Roux, *Trois Ambassades françaises à la veille de la guerre*, pp. 43-52 : un récit vivant, qui malheureusement contient des inexactitudes de détail mais qui, sur ce point, apporte, par des reminiscences personnelles, une intéressante confirmation au récit de Maxse.

4. Winston S. Churchill, *The World Crisis, 1911-1914*, p. 217.

être que pacifiste. Lord Morley, moins passionné, qui n'était pas sans reconnaître que les arguments du parti de la guerre étaient parfois embarrassants et se défendait de vouloir entraîner à sa suite les plus jeunes de ses collègues. Cependant, héritier de la pensée de Gladstone, défenseur invétéré de la cause de la paix, c'était pour ce vieillard un point d'honneur de ne point faire partie d'un cabinet de guerre, où il embarrasserait ses collègues plus qu'il ne les aiderait¹. Ni l'un ni l'autre n'avait l'autorité nécessaire pour devenir le chef d'une opposition radicale, hostile au cabinet libéral devenu un cabinet de guerre. Pas davantage sir John Simon, qui se ralliait à leur thèse : habile avocat, politicien actif, non de grande envergure. Mais pendant quelques heures les pacifistes crurent avoir trouvé un chef dans la personne de Lloyd George.

On affirme qu'au début de la semaine il avait penché dans le sens de Grey et de Churchill, et avait paru disposé à reprendre cette attitude de ministre guerrier adoptée une fois déjà par lui, trois ans plus tôt, lors de l'affaire d'Agadir. Pouvait-il cependant oublier que dans l'intervalle, et jusqu'à la veille de la crise maintenant ouverte par l'ultimatum autrichien², il était devenu l'homme du rapprochement anglo-allemand et de la politique de désarmement ? Il est naturel, en conséquence, qu'il ait été, le vendredi, ébranlé par la démarche des hommes d'affaires de la Cité et se soit fait leur avocat auprès du cabinet : un témoin nous le montre suivant du doigt sur une carte de la Belgique un tracé de la vallée de la Meuse, et demandant à ses collègues si vraiment il valait la peine de se jeter dans la guerre sans autre profit que d'empêcher l'armée allemande de suivre ce chemin³. Puis il semble que l'hésitation l'ait repris ; le samedi il se défendait d'avoir, en présentant à ses collègues les arguments de la Cité, fait acte de solidarité avec eux ; et ses colloques répétés avec Winston Chur-

1. « What should I be doing in a War Ministry ? » Paroles tenues par Morley le 13 septembre 1914 et rapportées par J. H. Morgan (*John Viscount Morley, An Appreciation and some Reminiscences*, p. 42).

2. V. son discours prononcé le 23 juillet à la Chambre des Communes, au sujet de la discussion en troisième lecture du *Finance Bill* : « ... It is very difficult for our nation to arrest this very terrible development [des armements]. You cannot do it... I realise that, but the encouraging symptom which I observe is that the movement against is a cosmopolitan one and an international one. Whether it will bear fruit this year or next year, that I am not sure of, but I am certain that it will come. I can see signs, distinct signs, of reaction throughout the world. Take a neighbour of ours. Our relations are very much better than they were a few years ago. There is none of that snarling which we used to see, more especially in the Press of those two great, I will not say rival nations, but two great Empires. The feeling is better altogether between them. They begin to realise they can co-operate for common ends, and that the points of co-operation are greater and more numerous and more important than the points of possible controversy » (*Parl. Deb., Commons, 1914, 5th ser., vol. LXV, pp. 727-8*).

3. Lord Beaverbrook, *Politicians and the War...*, p. 29.

chill inquiétaient lord Morley¹. Sa situation morale était ébranlée par l'affaire Marconi; sa grande loi d'assurances sociales avait provoqué d'inévitables mécontentements; son programme de réforme agraire faisait long feu; son budget pour l'année courante venait d'avorter; la crise irlandaise ne pouvait être, pour lui comme pour tout homme politique anglais, qu'une source de déboires. Le début inopiné d'une grande guerre européenne ouvrait des horizons nouveaux, où il allait falloir en quelques minutes trouver son orientation. Grave problème pour son âme imaginative et mobile; problème de carrière autant que de conscience. Le dimanche matin, il déclara, comme Burns, Morley et Simon, prendre parti pour la thèse de la neutralité anglaise.

Le soir, quand de nouveau le cabinet se réunit, Burns donna définitivement sa démission. Lord Morley consentit, sur la demande d'Asquith, à réfléchir jusqu'au lundi matin. Le lendemain il se retira. Mais Simon, et, chose plus grave pour les neutralistes, Lloyd George, restèrent membres du cabinet. Il n'y avait donc plus, au sens propre du mot, schisme dans le parti libéral. Il y avait seulement deux démissions au sein du cabinet, deux démissions dont l'importance était morale plutôt que politique, plus une autre, celle de Charles Trevelyan dans les rangs inférieurs du ministère. Les grands journaux libéraux continuèrent, un jour encore, à regimber. En fait, le parti libéral tout entier était entraîné par le mouvement qui portait la nation vers la guerre.

*LA QUESTION
DE L'INDÉPENDANCE
BELGE ET SA PORTÉE.
L'ANGLETERRE
ENTRE
DANS LA GUERRE*

Pour comprendre cette décision presque subite prise par des millions d'hommes, le mieux est peut-être de se reporter aux propos échangés le vendredi entre sir Edward Grey et Paul Cambon. «Aucun traité ne nous lie», déclarait Grey; mais il ajoutait que «la suite des événements pourrait modifier la situation», que «la défense de la neutralité belge» pourrait être un mobile déterminant pour entraîner l'Angleterre dans la guerre. Et, presque aussitôt après que Cambon se fut retiré, il demandait officiellement aux deux gouvernements de Berlin et de Paris l'engagement de ne pas violer la neutralité belge.

1. Son biographe J. Hugh Edwards nous le montre, le samedi soir, écrivant à un de ses collègues du cabinet pour protester avec la dernière énergie contre l'éventualité de l'entrée de l'Angleterre dans la guerre; et puis gardant la lettre dans sa poche, à la suite d'une conversation avec le ministre de Belgique, qui l'aurait converti brusquement à la cause de la guerre. Mais l'incident n'est-il pas mal daté, et ne doit-il pas être ramené au dimanche soir 2 août? (J. Hugh Edwards, *The life of David Lloyd George...*, vol. IV, p. 211).

Paris le prenait aussitôt. Berlin refusait de le prendre. Et voici l'Angleterre moralement, juridiquement presque astreinte à déclarer la guerre à l'Allemagne. Cependant, le samedi, Lichnowsky demandant à Grey si, dans le cas où l'Allemagne promètrait de ne pas violer la neutralité belge l'Angleterre s'engagerait à demeurer neutre. Grey répliquait : « Je ne puis dire cela ; nos mains sont encore libres¹ ». C'est qu'à ce moment Grey avait revu Paul Cambon, qui revenait à la charge, plus pressant que la veille. « La France, disait-il, a, d'accord avec l'Angleterre, transféré toute sa flotte dans la Méditerranée, abandonnant à la flotte anglaise la garde de ses côtes septentrionales. L'Angleterre pourra-t-elle, sans se déshonorer, sans même avouer qu'elle a cessé d'être une grande puissance, permettre que, sous les regards de ses marins immobiles, la flotte allemande pénètre dans la Manche, y fasse la loi, détruise la marine marchande française, bombarde les ports français² » ? C'est la question que Grey soumit à ses collègues, le dimanche matin ; c'est sur cette question qu'il obtint l'adhésion de la majorité, contre l'opposition, encore redoutable, d'un groupe de dissidents, dont il sembla que Lloyd George allait prendre la tête. Est-ce donc ici la cause directe de l'entrée de l'Angleterre dans la guerre ? Mais le lendemain, sir Edward Grey était informé que le gouvernement allemand prenait l'engagement d'interdire à ses vaisseaux de guerre de pénétrer dans la Manche : l'Angleterre n'en déclara pas moins la guerre à l'Allemagne³. Il faut donc en revenir à dire que le fait par lequel fut déterminé, irrévocablement, l'élan patriotique de la nation, ce fut bien, le dimanche soir, l'ultimatum de l'Allemagne à la Belgique, suivi le lundi matin de l'appel du roi des Belges au roi d'Angleterre, pour demander son intervention diplomatique. Mais il faut bien entendre en quel sens l'invasion allemande de la Belgique eut une importance décisive.

En premier lieu, la violation de la neutralité belge par l'armée allemande, si elle permettait à l'Allemagne de remporter en France une victoire napoléonienne,

1. Sir Edward Grey à sir Edward Goschen, 1^{er} août 1914 (*British Documents...* vol. XI, pp. 260-261). — Cf. le prince de Lichnowsky au ministère des affaires étrangères, 1^{er} août 1914, qui ajoute, d'ailleurs, pour finir : « Er kam immer wieder auf die belgische Neutralität zurück, und meinte diese Frage würde jedenfalls eine grosse Rolle spielen » (*Die Deutschen Dokumente...*, vol. III, pp. 89-90).

2. Sir Edward Grey à sir F. Bertie, 1^{er} août 1914 (*British Documents...*, vol. XI, p. 260).

3. *H. of C.*, 3 août 1914, discours de sir Edward Grey : « ... Things move very hurriedly from hour to hour. Fresh news comes in, and I cannot give this in a very formal way ; but I understand that the German Government would be prepared, if we would pledge ourselves to neutrality, to agree that its fleet would not attack the Northern coast of France. I have only heard that shortly before I came to the House, but it is far too narrow an engagement for us. And, Sir, there is the more serious consideration — becoming more serious every hour — there is the question of the neutrality of Belgium » (*Parl. Deb., Commons, 1914 ; 5th ser. ; vol. LXV, p. 1818*).

léonienne, c'était, quels que pussent être les engagements diplomatiques pris par le gouvernement de Berlin, la perspective de l'anéantissement de la nation belge : la guerre prenait ainsi, dès le premier jour, en Occident, l'aspect qu'elle avait, dans les Balkans et la vallée du Danube d'une guerre où le principe des nationalités était en jeu. Il y avait cependant une différence entre l'ouest et le sud-est de l'Europe. Ici, la nation que l'Autriche se préparait à anéantir était une nation insurrectionnelle, qui, par la révolution et par l'assassinat, visait à affranchir les Yougoslaves actuellement soumis à la domination germanique ou hongroise, en d'autres termes, à changer l'ordre territorial établi. A l'ouest au contraire, il s'agissait d'une nation innocente de tout rêve d'expansion, de toute intrigue hostile à l'Allemagne, et dont l'existence, garantie par des traités internationaux, faisait, au suprême degré, partie intégrante de l'ordre européen. Aller au secours de la Belgique, c'était donc faire une guerre conservatrice, non révolutionnaire, une guerre pour la défense tout à la fois du principe des nationalités, de l'ordre établi et de la foi jurée. Mais, si la Belgique n'avait pas été si proche des côtes anglaises, l'Angleterre se serait-elle autant émue? ou, pour mieux dire, aurait-elle jamais songé à se porter garante de sa neutralité? Si les Anglais étaient enclins à considérer l'indépendance de la Belgique comme la pierre angulaire de l'équilibre européen, c'est que l'existence même de la Belgique était en quelque sorte le chef-d'œuvre de leur diplomatie. En la créant, l'Angleterre avait voulu empêcher à jamais que la plus grande puissance continentale — jadis la France, maintenant l'Allemagne — en s'établissant à Anvers, tînt sous la menace de sa flotte l'embouchure de la Tamise. Par la question belge le problème sud-oriental des nationalités venait s'engrener dans le problème occidental de la paix armée, du conflit naval anglo-allemand. La diplomatie britannique était moins anxieuse qu'on ne croit de maintenir l'équilibre européen. Ce qu'elle ne voulait pas — et tout le peuple anglais, d'instinct, pensait comme elle — c'était que la première nation militaire d'Europe, devenue aussi la première nation maritime, compromît l'hégémonie navale de l'Angleterre par l'établissement de quelque chose comme un équilibre européen sur les mers.

Le lundi matin, le gouvernement décida de procéder à la mobilisation générale de l'armée après celle de la marine. Lord Haldane offrit de revenir prendre la direction de ces bureaux où il avait tant fait, pendant six ans, pour la réorganisation de l'armée. Le premier ministre, ministre de la guerre par occasion, fut heureux de céder la place. Lord Haldane souhaitait-il, comme on l'a dit et comme il reste admissible en dépit de ses dénégations, redevenir ministre en titre? Ne voyait-il pas que son fameux

voyage à Berlin le rendait suspect à la foule? Peut-être cependant, pour qui se place à un point de vue strictement militaire, était-il l'homme qu'il eût fallu pour tirer les bureaux de la guerre de la confusion qui y régnait. Car, au moment même où on mobilisait, il semble qu'on n'ait pas su d'abord, au ministère, quel usage on ferait des hommes qu'on appelait sous les drapeaux, si on les enverrait tout de suite en France, si on les réserverait pour les besoins de l'empire, ou bien encore si on attendrait, suivant le vieux plan cher à l'amirauté, que la flotte eût remporté une nouvelle victoire de Trafalgar, pour organiser une expédition de débarquement sur quelque point de la côte allemande¹. Une chose était certaine : on allait faire la guerre.

C'est ce que Grey expliqua dans l'après-midi aux Communes. Son discours froid, mesuré, exempt d'éloquence, rallia l'adhésion pratiquement unanime de l'assemblée. Plusieurs pacifistes épars, dont pas un ne parlait au nom d'un parti ou même d'un groupe, firent entendre leurs protestations. « Pourquoi, demanda Ramsay MacDonald, dire que vous allez au secours de la Belgique, quand en fait vous vous engagez dans une grande guerre européenne qui va changer toute la carte de l'Europe² »? Ils furent

1. Suivant lord Beaverbrook (*Politicians and the War...*, pp. 43 sqq.). Haldane aurait lui-même hésité à donner l'ordre de départ du corps expéditionnaire. Mais cela est nettement contredit par lord Grey of Fallodon (Sir Edward Grey) dans son discours de Fallodon du 23 août 1914 : « When the crisis came he alone among the civilians, according to my recollection, was at once unreservedly for sending the whole of the Expeditionary Force abroad immediately, showing himself to be as prompt and courageous in action as he had been energetic and wise in preparation »; — par J. H. Morgan, un confident de lord Haldane, qui, dans un article intitulé « The Riddle of Lord Haldane » (*Quarterly Review*, janvier 1929, vol. CCXLII, pp. 18) écrit : « Not only were all the civilians for nursing the Expeditionary Force to defend our shores, but so even were some of the soldiers. I have high authority for saying that Lord Roberts, who, as I know, was called in by the Cabinet, wished to hold the Expeditionary Force back, believing then, as he did, in the possibility of immediate invasion. As for Lord Kitchener, invasion was to him, as a former member of the Army Council recently expressed it to me, an « obsession » to the very end »; — enfin par lord Haldane lui-même, qui est catégorique et circonstancié : « I need hardly say that there was never the slightest foundation for the suggestion presently to be launched that I have wished to delay the sending of the Expeditionary Force. I had desired to send off all the six divisions from the outset. Careful consultation with the Admiralty had made it plain that they could guarantee that there would be no practical possibility of serious invasion, and after the War was over I ascertained that the Germans had never thought seriously of attempting it. — In the afternoon of Monday (the 3rd) the Prime Minister had asked me to summon a War Council, and to select those who should attend. Among others I summoned Lord Roberts and Lord Kitchener, who happened to be in London. The Council proved a little timid about invasion, and did not like the idea of all the six divisions leaving the country, but it decided that four should go at once, and that a fifth should follow... Sir John French and I wished all the six to start, but we were in a minority. There was available, as we pointed out, a seventh, the sections of which would have to be brought in part from Egypt » (R. B. Haldane, *An Autobiography*, pp. 277-8).

2. *Parl. Deb., Commons*, 1914; 5th ser., vol. LXV, p. 1830.

écoutés courtoisement par des auditeurs froidement hostiles. Dans la rue, la foule chantait des hymnes patriotiques; les jeunes gens faisaient queue à la porte des bureaux de recrutement. Le lendemain matin le premier ministre, sans avoir pris la peine de consulter le cabinet, fort de l'assentiment tacite de la nation tout entière, autorisa l'envoi par sir Edward Grey à sir Edward Goschen d'un télégramme demandant au gouvernement allemand la promesse, avant minuit, que la neutralité de la Belgique serait respectée. Le gouvernement allemand pouvait-il même répondre? Déjà l'invasion de la Belgique avait commencé. La nuit vint, et l'Angleterre entra dans la guerre.